

Compte rendu de la réunion de concertation du 28 septembre 2012

Ville de Bruxelles

Présents :

- Les Associations du contrat communal de Cohésion Sociale :

Arthis- Maison Culturelles Belgo-Roumaine; Solidarcité ASBL; Don Bosco TELE SERVICE; Entraide des Marolles; CCBRUEGEL; ARPA, Maison des associations; Les Ateliers Populaires; Caria asbl; Jeunesse à Bruxelles asbl; Les Amis de la Bibliothèque de la ville de Bruxelles ASBL; Entraide Bruxelles; Atelier du Soleil; La MJ « le 88 »; Interpôle ABL; Double Sens asbl; MJ l'Avenir; La Chôm'hier –AID ASBL; Formosa asbl; La Ribambelle Halte Garderie de la Sennes ASBL; Foyer des Jeunes des Marolles; ASBL Progrès; ASE Anneessens; Mini-Anneessens; AMO de NOH

- Les Associations bénéficiant du FIPI communal :

SEFOP asbl

- Coordination locale de la Ville de Bruxelles – Jeunesse à Bruxelles :

Monsieur BOUHOUT, Coordinateur des projets de Cohésion sociale.

Madame Ben Amar, Coordinatrice des projets de Cohésion sociale.

- Cocof :

Philippe Sterckx, Cabinet du ministre de le Région de Bruxelles-Capitale, Conseiller en Cohésion Sociale & Matière bicommunautaire - Enseignement.

Monsieur Vincent D'Ostuni, Chargé Administratif des projets de Cohésion Sociale.

- Excusés :

Centre Social du Béguinage ; GES Laeken ; LEEP ; Centre de réflexion Francisco Ferrer ; Le Colombier, Cabinets de Madame Faouzia Hariche, Première Echevine en charge de l'Instruction Publique et de la Jeunesse et de Monsieur Hamza Fassi-Fhiri, Echevin en charge de l'Etat civil, de la culture et de l'Emploi Formation; le Centre Régional d'appui (CRACS)

- Absents :

Centre Tefo, Maison de la Création ; Joseph Swinnen, asbl ; MJNOH ; Le Toucan asbl ; Club de Jeunesse ; EMECOJ ; Entraide.

Ordre du jour :

1. Approbation du PV du 27 mars 2012
2. Prendre pour information le renon du projet « Solidarité »
3. Présentation des projets proposés en remplacement (voir annexe 1)
4. Vote de l'assemblée du jour sur les candidatures présentées
5. Présentation du rapport annuel de la coordination locale : année 2011 (annexe 2)

1/ Introduction de la concertation locale

La coordination locale présente les excuses de Madame Faouzia Hariche, Première Echevine en charge de l'instruction publique et de la Jeunesse et de Monsieur Hamza Fassi-Fihri, Echevin en charge de l'Etat civil, de la Culture, et l'Emploi Formation pour leur empêchement à participer à la concertation locale du jour.

2/ Approbation du PV du 27 mars 2012

Approuvé sans remarque

3/ Renon du projet «Solidarité»

- **Monsieur Nizet** (suppléant Monsieur De Decker) expose aux membres du contrat communal, les motifs du Renon de l'asbl Solidarité.

- déménagement de l'association vers Anderlecht
- constat d'échec vis-à-vis des publics primo-arrivants du quartier Senne

Enfin, la coordination locale remercie *Monsieur Nizet* pour la transparence dont fait preuve l'asbl Solidarité aujourd'hui vis-à-vis des membres du contrat communal.

4/ Proposition des projets de remplacement (Voir annexe 1)

Suivant la délibération des autorités communales, quatre projets (repris dans la liste de réserve du contrat communal) sont proposés en remplacement du projet de Solidarité

Au préalable, la coordination signale que sur le terrain, plusieurs associations du contrat communal manquent de moyens (asbl Progrès, Mini-Anneessens, Emcoj...) tandis que les autorités communales ont priorisé un « impératif catégorique ».

La coordination locale justifie la proposition communale:

- **ASE Anneessens** : située dans le quartier *Senne*, l'association dessert un public volumineux, déployant son action sur tous les âges avec une majorité de primo-arrivants. Comme repris dans les fiches techniques, l'association prévoyait en 2011 deux groupes d'alpha complémentaires afin de résorber la forte demande du quartier. *ASE Anneessens* est passée de 7 groupes d'apprentissage à 9 groupes d'apprentissage. Sur le terrain, la coordination constate la déferlante des primo-arrivants, la surcharge de travail du coordinateur ainsi que le manque moyens de l'association.

- **Don Bosco TELE SERVICE** : dessert 120 usagers en soutien scolaire à proximité des cinq blocs (*Senne*). L'association manque de moyens et doit composer avec une précarité lancinante. Une aide financière supplémentaire vient entériner une reconnaissance légitime de l'association

- **Entraide Bruxelles** : situé au cœur de *Laeken* (place Willems), l'association dessert à elle seule plus de 25% du rendement global des heures d'activités régulières du contrat communal et plus de 10% de l'effectif global des usagers du contrat communal. Sur le terrain, la coordination a pu constater le manque de moyens, la vétusté des locaux ainsi que l'urgence dans laquelle l'association survit financièrement.

- **Double Sens** : située dans le quartier *Senne*, à la jonction de *Molenbeek et Anderlecht*, Double Sens a intégré nouvellement le contrat communal de cohésion sociale et dessert essentiellement des actions de soutien scolaire, d'ateliers méthodologiques à l'adresse d'adolescents. Bénéficiant d'une enveloppe budgétaire de 10.000 euros, un supplément financier viendra consolider un peu plus un projet prenant en charge des publics réfractaires.

- **Monsieur D'Ostuni** (Chargé Administratif des projets de Cohésion Sociale), prend la parole au nom de l'administration de la cocof : il regrette le départ de l'association. Il estime également que les associations désignées sont légitimes. Ainsi, il adhère à la décision de la Ville de Bruxelles.

- **Entraide des Marolles**: souhaiterait un compte rendu des montants tels que ventilés actuellement sur le contrat communal de Cohésion Sociale. Ce tableau reprendrait les montants initialement prévus en début de quinquennat et l'image actuelle du contrat communal.

La coordination locale: donne les montants actualisés:

- **ASE Aneessens** passe de 37.693 euros à 39.494 euros ;
- **Don Bosco TELE SERVICE** passe de 10.000 euros à 12.500 euros ;
- **Entraide Bruxelles** passe de 27.000 euros à 30.000 euros ;
- **Doubles Sens** passe de 10.000 euros à 12.000 euros.

5/ Vote global

Rappel : comme repris dans le ROI, « *Conformément à l'article 8 de l'arrêté 2005/ le droit de vote est accordé au minimum à tous les acteurs locaux de la cohésion sociale. La concertation siège valablement si au moins 50% des votants sont présents* »

- **Quorum atteint : 24 membres du contrat communal sur 38** (63% de l'effectif global)
- **Pour la proposition communale**: 24 votes
- **Contre la proposition communale**: 0 Vote
- **Abstention** : 0 vote

- Adoption de la proposition communale à l'unanimité

- **Entraide des Marolles** : apprécie la présence de l'association en partance. Solidarité précise qu'elle continue ses projets sur une autre commune.

6/ Présentation du rapport annuel de la coordination locale : année 2011 (annexe 2)

Présentation orale : Karim BOUHOUT

7/Questions :

Don Bosco Téléservice : fait remarquer que la divergence des données chiffrées dans les rapports annuels ressort essentiellement d'un choix méthodologique. Il existe une diversité de méthodes pour comptabiliser les rendements et usagers des structures associatives. En l'absence de consignes, les responsables associatifs improvisent une comptabilité tout aussi valide à leurs yeux. Ce qui expose les chiffres à l'incertitude.

La coordination locale : reconnaît qu'on peut faire dire aux chiffres *ce que l'on veut*. Elle souligne le mérite du canevas actuel (rapport annuel 2011 réaménagé) formalisant une comptabilité groupale et la prohibition du double comptage. Ces recommandations méthodologiques ont augmenté la validité des données quantitatives (données proches des constats du terrain) et devraient ponctuer dans le futur, sur la fidélité des données. Les données quantitatives seront dès lors plus fiables dorénavant.

AMO de Noh : interpelle le coordinateur au sujet des récits de vie. Elle souhaite un complément d'information sur les déviations constatées à la base de l'exercice

Coordination locale : souligne une nouvelle fois que les récits de vie tels qu'exploités par les responsables associatifs, laissent poindre des stratégies d'évitement ou d'instrumentalisation de leur contenu. En conséquence, il semble que les responsables associatifs aient utilisé cet exercice pour faire valoir leur identité professionnelle et un secteur à la peine. Le coordinateur souligne qu'il n'y a rien d'extraordinaire dans cette déviation, dans la mesure où tout individu est un acteur social usant des masques « sociaux ou stratégiques ». Toutefois, ce que le chercheur attend du « récit de vie », c'est la subjectivité première de l'individu confrontée à une expérience vécue. Bien que le *Cracs* ciblait des vécus sociaux en référence à des thématiques (soutien scolaire..), trop peu de responsables ont livré des expériences vécues en soutien scolaire. Aussi, dans la mesure où les sciences sociales visent des contenus « positifs », le matériau récolté doit être traité sans jugement de valeur tandis que le contenu des « postures d'évitement » reste tout aussi valide scientifiquement.

Don Bosco Téléservice : souligne que l'exercice des « récits de vie » a été proposé sans une préparation préalable. Il eut été judicieux d'initier les acteurs associatifs à ce type de méthode.

Coordination locale: acquiesce cette remarque et souligne qu'à la base même des récits de vie, il existe une variété de méthodes de traitement des contenus. De surcroît, le coordinateur souligne qu'au regard des questions thématiques proposées par le *Cracs* dans le canevas (rapport annuel), il est fort probable que ces récits de vie ciblent des préoccupations spécifiques. Le *Cracs* évalue ainsi des problématiques précises à la lumière des contenus « normatifs » des récits de vie. Enfin, au regard des postures *d'évitement* saturant dans l'exercice, le coordinateur préconise à titre personnel, l'emploi de l'interview semi-directive plus orientée sur la subjectivité des acteurs de par sa méthode non médiatisée, utilisant des relances et toujours à proximité de l'acteur social (face à face).

Caria : regrette que les récits de vie « alphabétisation » n'aient pas été exploités par la coordination locale.

Coordination locale : souligne que ces récits de vie seront analysés prochainement par le *Cracs* et présentés éventuellement à une prochaine concertation locale. Au vu de la régionalisation éventuelle de l’alphabétisation, une analyse intégrée (au niveau régional) de ces contenus, l’emporte sur l’analyse communale.